

## La Russie échange des espions contre des prisonniers politiques : Gershkovich, Kara-Murza, Whelan, Yashin, Kurmasheva, Chanyшева, Orlov libérés

### L'initié

1 août 2024 15:17

La Russie a conclu un échange de prisonniers avec les États-Unis et l'Allemagne. Selon les données dont dispose *The Insider*, les prisonniers politiques libérés incluent Evan Gershkovich, Vladimir Kara-Murza, Paul Whelan, Ilya Yashin, Alsu Kurmasheva, Andrei Pivovarov, Oleg Orlov, Alexandra Skochilenko, Lilia Chanyшева, Ksenia Fadeeva, Rico Krieger, Kevin Lik, Demuri Voronin, Vadim Ostanin, Patrick Schobel et Herman Moyzhes. En échange, la Russie a reçu l'agent du FSB Vadim Krasikov, ainsi que de nombreux espions et fraudeurs.



### RU

## COMMENT LES POURPARLERS SE SONT DÉROULÉS

Les négociations sur l'échange de prisonniers entre la Russie et l'Occident se poursuivent depuis plusieurs années, par différents canaux et sous des formes diverses. Début 2022, Christo Grozev, de *The Insider* (alors enquêteur de *Bellingcat*), a proposé un échange conjoint de prisonniers avec les États-Unis et l'Allemagne. Le personnage clé du côté occidental serait Vadim Krasikov, condamné à la suite d'une enquête conjointe de *The Insider* et de *Bellingcat*, tandis que le personnage clé du côté russe serait Alexeï Navalny.

Dans une déclaration à *The Insider*, Grozev a déclaré :

« Bien que ce choix moral ait été difficile à faire, dans la mesure où l'assassin avait ôté la vie à un demandeur d'asile tchéchène/géorgien, il semblait que c'était le seul moyen de garantir au moins une

chance de changement politique en Russie. C'était aussi le seul moyen de faire croupir dans les prisons russes de nombreux Américains, Allemands et Russes injustement emprisonnés. »

Au début, le Kremlin pensait qu'il n'avait besoin de négocier qu'avec les États-Unis, en supposant que Washington pourrait influencer les Européens. Mais Krasikov a été arrêté par l'Allemagne, ce qui rend l'implication de Berlin cruciale pour les négociations. Poutine espérait échanger Krasikov contre Evan Gershkovich, un journaliste américain arrêté spécialement pour cet échange. Les négociateurs ont même été informés de la condamnation de Gershkovich avant qu'elle ne soit officiellement annoncée. Néanmoins, le plan de Poutine a échoué, car les Allemands n'ont montré aucun intérêt pour les « espions américains » détenus en Russie et n'étaient disposés à discuter que de l'échange de Krasikov contre Navalny, devenu célèbre après sa tentative d'empoisonnement.

Les négociations ont été compliquées par le fait que la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock considérait que la libération du tueur à gages Krasikov était inacceptable. Krasikov était un meurtrier condamné, alors que la Russie proposait en échange des prisonniers politiques faussement accusés d'espionnage. Bien que cette opinion ne soit pas dominante au sein de la coalition au pouvoir, elle était prise en compte aux États-Unis, Baerbock étant perçue comme le principal allié de Washington en Allemagne dans le contexte de la guerre avec l'Ukraine et ce sujet était plus important pour eux que l'échange.

En octobre 2023, un consensus général semblait émerger, conduisant à un échange à 8 contre 8 avec Krasikov et Navalny comme principaux personnages. Mais la Russie a retardé la confirmation de l'inclusion de Navalny jusqu'au dernier moment. Navalny a ensuite été tué en prison. L'Allemagne a alors reporté toute nouvelle négociation en vue d'un échange.

Selon Grozev, « l'assassinat de Navalny en prison a soulevé un autre dilemme moral : récompenser Poutine en lui livrant l'assassin malgré la mort de Navalny, ou donner la priorité à la libération de dizaines de personnes innocentes emprisonnées en Russie et aux États-Unis, y compris nos collègues Evan et Alsu. »

En avril 2024, l'Allemagne a fait part de son intérêt potentiel pour un échange asymétrique : Poutine devrait libérer plusieurs prisonniers politiques pour le seul Krasikov. Pendant ce temps, la dynamique des négociations changeait également en Russie. Au départ, Sergueï Beseda, chef du cinquième service du FSB, était le négociateur clé du côté russe. Cependant, sa position s'est affaiblie après une [série](#) d'échecs et de scandales de corruption, et il a perdu tout intérêt pour l'échange. En juin 2024, Poutine a remplacé Beseda par Alexeï Komkov, qui a revitalisé le processus de négociation. À peu près à la même époque, le BND allemand, représenté par son chef adjoint Philip Wolff, a officiellement rejoint les pourparlers. Les négociations ont rapidement pris de l'ampleur et, en quelques semaines, les parties sont parvenues à un accord.

Les prisonniers russes ont été libérés grâce à une grâce présidentielle qui, contrairement aux idées reçues, ne requiert pas formellement un aveu de culpabilité – ni même une demande de grâce.

## QUI EST DESTINÉ À LA RUSSIE ?

### Qui est Vadim Krasikov ?

Vadim Krasikov est un assassin qui a servi dans Vypel, une unité du Centre Spetsnaz du FSB, et a ensuite été identifié comme l'auteur de plusieurs assassinats sous contrat, notamment celui de l'homme d'affaires Alexander Kozlov en Carélie en 2007, de l'homme d'affaires Albert Nazranov à Moscou en 2015 et du réfugié tchéchène Zelimkhan Khangoshvili à Berlin en 2019.



Krasikov était recherché en Russie, mais il a réussi à éviter la prison à vie et a fini dans une [base d'entraînement des Spetsnaz du FSB](#) près de Moscou. Après quelques mois d'entraînement, on lui a remis un faux passeport au nom de Sokolov et un pistolet Glock modernisé et on l'a envoyé à Berlin pour éliminer Zelimkhan Khangoshvili. Poutine avait publiquement qualifié Khangoshvili de terroriste mais n'avait jamais présenté de preuve de son implication dans une quelconque attaque terroriste – et n'avait jamais fait de demande officielle à l'Allemagne pour l'extrader en tant que terroriste.

Après l'assassinat, la Russie a nié toute implication, mais *The Insider* a découvert le vrai nom de Sokolov et obtenu des documents prouvant qu'il était membre des services de renseignement russes, après quoi il a été condamné à la réclusion à perpétuité en Allemagne. Par la suite, Poutine a cessé de nier son lien avec Krasikov, a qualifié l'assassin de « patriote » et [a annoncé](#) qu'il était prêt à l'échanger contre Evan Gershkovich.

### Qui sont les clandestins slovènes ?

Les époux Artem Dultsev et Anna Dultseva, qui vivaient en Slovénie en se faisant passer pour les citoyens argentins Ludwig Gisch et Maria Rosa Mayer Muñoz, ont été arrêtés à Ljubljana fin 2022. « Maria » prétendait être propriétaire d'une galerie d'art, mais comme *The Insider* l'a découvert, personne ne la connaissait sur le marché de l'art slovène.



La police les a identifiés en comparant les empreintes digitales des pseudo-Argentins et des Dultsev, qui étaient en possession d'Interpol. A la veille de l'échange de prisonniers, ils ont avoué. Bien que des articles de presse suggèrent qu'ils ont été identifiés comme des agents du SVR (le service de renseignement extérieur russe), les éléments de leur biographie étudiés par *The Insider* suggèrent qu'il s'agit plutôt d'agents du GRU (la direction générale du renseignement).

La chaîne de télévision turque *NTV* [a rapporté](#) plus tard que les deux enfants des Dultsev volaient avec eux vers la Russie dans le cadre de l'échange, ce qui signifie que l'échange de prisonniers incluait en réalité 26 personnes - 24 adultes et deux mineurs.

### **Pavel Rubtsov (« Pablo González »)**

Le 27 février 2022, l'agent du GRU Pavel Rubtsov, se faisant passer pour le journaliste espagnol Pablo Gonzalez, a été arrêté par la Pologne à la frontière polono-ukrainienne et accusé d'espionnage au profit de la Russie. Il aurait utilisé son statut de journaliste pour recueillir des informations pour les services de renseignement russes.

Gonzalez a notamment recueilli des renseignements en Ukraine et tenté de gagner la confiance des militants de l'opposition russe. Après son arrestation, les services de sécurité locaux ont examiné les médias numériques saisis chez « Gonzalez » et ont trouvé des rapports détaillés sur les activités de Zhanna Nemtsova, la fille de Boris Nemtsov, et des personnes de son entourage. Le « journaliste » s'intéressait particulièrement aux participants d'une école d'été de journalisme d'Ukraine et des États-Unis.



### **Le pirate informatique Roman Seleznev**

Le hacker russe Roman Seleznev a été condamné aux États-Unis à 27 ans de prison pour fraude informatique et vol d'identité. Détenu depuis 2014, il a été définitivement condamné en 2018, soit la plus lourde peine pour cybercriminalité de l'histoire des États-Unis. Les procureurs ont fait valoir que Roman Seleznev avait été « le pionnier » de l'industrie de la fraude à la carte de crédit, contribuant de manière significative à la croissance de ce marché souterrain. Ils l'ont décrit comme « l'un des hackers les plus vénérés du monde criminel ».



Depuis 2003, Seleznev vendait des données de cartes bancaires volées, ciblant principalement les citoyens américains. Les agences de renseignement américaines traquaient ses activités sur des forums de hackers depuis le milieu des années 2000. Elles ont estimé que les dommages causés par les actions de Seleznev dépassaient les 169 millions de dollars.

Selon des sources de la chaîne de télévision indépendante russe *TV Rain*, Seleznev a été appréhendé aux Maldives en 2014 à la suite d'une information de Sergei Mikhailov, directeur adjoint du Centre de sécurité de l'information du FSB, et de ses collègues. Mikhailov aurait fourni des renseignements sur les cybercriminels russes aux agences de renseignement américaines, en particulier à la CIA. L'arrestation de Seleznev, fils du député à la Douma d'État Valery Seleznev (issu du Parti libéral-démocrate ultranationaliste de Russie), aurait déclenché une enquête sur Mikhailov et ses subordonnés. En 2017, Mikhailov a été arrêté et reconnu coupable de trahison d'État, ce qui a entraîné l'arrêt de la coopération américano-russe dans les enquêtes sur la cybercriminalité.

Seleznev était recherché par Interpol en vertu d'une « notice rouge ». Il a été arrêté par des agents des services de renseignement américains à l'aéroport de Malé, aux Maldives, pour fraude informatique, piratage informatique, intrusion dans des comptes bancaires et vol d'informations de cartes de crédit, ayant causé environ 2 millions de dollars de dommages à des citoyens et organisations américaines. Il a ensuite été transféré aux États-Unis pour répondre des accusations.

### **Homme d'affaires Vladislav Klyushin**

Le 7 septembre 2023, un tribunal de Boston, dans le Massachusetts, a reconnu l'homme d'affaires russe Vladislav Klyushin coupable de délit d'initié et l'a condamné à neuf ans de prison.

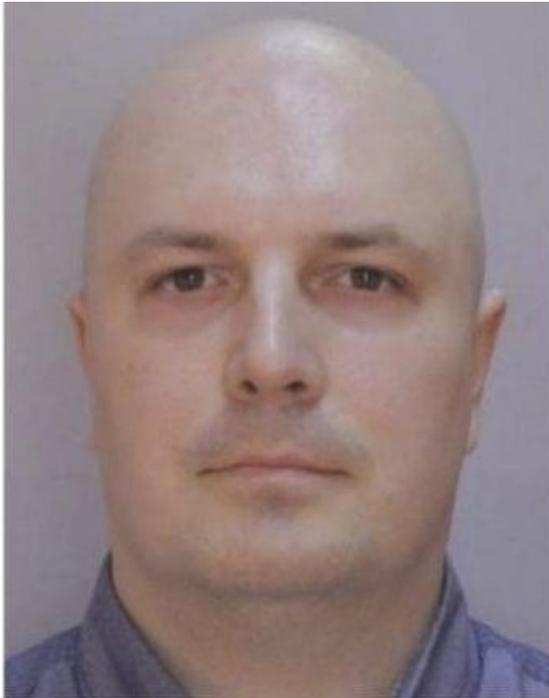
Klyushin a été arrêté en Suisse en mars 2021 et extradé vers les États-Unis. Il était accusé d'avoir participé à un stratagème impliquant l'utilisation illégale d'informations confidentielles à des fins financières sur le marché des valeurs mobilières. Selon l'acte d'accusation, le stratagème de délit d'initié, orchestré hors des États-Unis, a généré 93 millions de dollars de profits pour ses participants.



### **Le GRU norvégien « illégal » Mikhail Mikushin**

En mai 2022, un tribunal norvégien a accusé d'espionnage un employé de l'Université arctique de Tromsø et a publié son nom complet. L'espion s'est avéré être Mikhail Valerievich Mikushin, né le 19 août 1978. Il s'est fait passer pour le citoyen brésilien José Assis Giammaria, né en 1984, qui a travaillé avec succès ces dernières années à l'Université norvégienne de Tromsø.

*L'Insider* a pu [confirmer](#) l'affiliation de Mikushin avec le GRU, et a en même temps étudié sa biographie, arrivant à la conclusion que le « professeur » a fait tout ce qui était en son pouvoir pour échouer dans sa mission.



Михаил Микушин

Екатеринбург УЩ 249 Подробнее

## Vadim Konochtchenok

Konoshchenok était l'un des membres du [réseau de contrebande Serniya](#), précédemment rapporté par *The Insider*, qui était impliqué dans l'exportation illégale d'équipements de haute technologie des États-Unis vers des entreprises publiques russes via l'UE.

Selon les enquêteurs américains, les articles introduits en contrebande [comprenaient](#) « des appareils électroniques de pointe et des équipements de test sophistiqués » destinés à être utilisés dans le développement d'armes nucléaires et d'autres applications militaires et spatiales. Les enquêteurs affirment qu'une fois ces marchandises arrivées en Europe et en Asie, elles étaient reconditionnées et expédiées depuis divers « lieux intermédiaires » avant d'être finalement envoyées en Russie.

Les sociétés principales du réseau ont obtenu des contrats d'État d'une valeur totale de 5,2 milliards de roubles (plus de 60 millions de dollars), tandis que les sociétés périphériques ont réussi à obtenir 1,2 milliard de roubles (près de 14 millions de dollars).

Konoshchenok a été [arrêté](#) à Narva, en Estonie, en novembre 2022, alors qu'il transportait des marchandises de contrebande vers la Russie. Il avait été arrêté à plusieurs reprises par les gardes-frontières estoniens pour avoir introduit en Russie des semi-conducteurs, d'autres appareils électroniques et des balles pour fusils de précision. Malgré ces contrôles, il a poursuivi ses activités de contrebande jusqu'à son arrestation et son extradition ultérieure vers les États-Unis. Les autorités américaines suggèrent que Konoshchenok a servi dans les services de renseignement russes, et pas seulement comme passeur.

Des documents d'enquête examinés par *The Insider* révèlent que Konoshchenok s'est personnellement présenté comme un « colonel du FSB » – et a suggéré que l'ensemble du réseau Serniya était sous le contrôle des services de renseignement russes. Dans la correspondance saisie à Konoshchenok, les autorités américaines ont découvert une photo de lui portant un uniforme du FSB, qu'il avait envoyée à un contact avec la légende « photo d'identité ».

Comme l'a découvert [The Insider](#), les clients de Serniya comprenaient des instituts du FSB, des

développeurs de communications militaires, ainsi que le Service fédéral de protection (FSO) et le Service pénitentiaire fédéral (FSIN) de Russie, ainsi que plusieurs autres agences gouvernementales et de sécurité russes. Le réseau était opérationnel depuis au moins 2017.



# QUI LA RUSSIE A-T-ELLE LIBÉRÉ DE PRISON ?

## **Evan Gershkovich**

Correspondant du *Wall Street Journal*, [condamné](#) le mois dernier par la Russie à 16 ans de prison, Gershkovich est devenu le premier employé d'un média étranger dans l'histoire de la Russie moderne à être arrêté pour espionnage.

Gershkovich a été arrêté en mars 2023 à Ekaterinbourg, où il s'était rendu pour interviewer l'expert en relations publiques Yaroslav Shirshikov sur l'attitude du public à l'égard du recrutement au sein du groupe Wagner. Les services de sécurité russes ont poursuivi le journaliste alors qu'il était en mission éditoriale, enregistrant ses déplacements devant une caméra et faisant pression sur ses sources. Le journaliste a émis l'hypothèse que son téléphone était sur écoute. Lors d'un autre voyage, à Pskov, il a également été suivi et filmé par des inconnus.



Selon le parquet, Gershkovich « a agi sur instruction de la CIA pour recueillir des informations classifiées sur les activités de l'entreprise de défense JSC NPK Uralvagonzavod liées à la production et à la réparation d'équipements militaires en mars 2023 dans la région de Sverdlovsk » et l'a fait « avec la plus grande discrétion ». Selon le photographe qui a travaillé avec Gershkovich, le journaliste collectait des informations pour un article sur la façon dont les gens dans les régions russes perçoivent la guerre. Avant son arrestation, il s'était rendu à Ekaterinbourg et Nijni Taguil et prévoyait de se rendre dans d'autres villes. Selon les médias, Gershkovich a également examiné les pratiques de recrutement de la PMC Wagner.

## **Vladimir Kara-Murza**

En avril 2023, un tribunal russe a condamné le militant politique et publiciste Vladimir Kara-Murza à 25 ans de prison. Il était détenu dans un centre de détention provisoire de Moscou depuis avril 2022, accusé de diffusion de « fausses informations » sur l'armée russe, de coopération avec une « organisation indésirable » et de trahison d'État.

Cette dernière accusation a été portée en réponse aux discours publics de Kara-Murza aux États-Unis et en Europe, dans lesquels il a condamné le terrorisme d'État à motivation politique, la fraude électorale et les

violations des droits de l'homme en Russie, et a qualifié son pays d'agresseur dans la guerre contre l'Ukraine. Selon l'enquête, ce faisant, il a « créé des menaces pour la sécurité extérieure et l'intégrité territoriale » de la Russie. Selon les médias, Kara-Murza a été accusé d'avoir porté préjudice à la Russie « par intérêt personnel » en participant à la cérémonie de remise du prix du Comité d'Helsinki au prisonnier politique Iouri Dmitriev.

Kara-Murza a également écrit des chroniques pour le *Washington Post* depuis sa cellule de prison, ce qui lui a valu le [prix Pulitzer 2024 du commentaire](#) en 2024. Selon le site Web du prix, le prix a été décerné « pour des chroniques passionnées écrites sous de grands risques personnels depuis sa cellule de prison, mettant en garde contre les conséquences de la dissidence dans la Russie de Vladimir Poutine et insistant sur un avenir démocratique pour son pays ».



En 2021, *The Insider* et *Bellingcat* [ont publié une enquête](#) qui a fait la lumière sur les deux tentatives d'empoisonnement du militant de l'opposition par des agents du FSB NII-2 et a nommé les suspects. Peu de temps après, Kara-Murza a déposé une plainte auprès du Comité d'enquête russe pour tentative de meurtre, mais l'affaire pénale a été rejetée.

Après les tentatives d'assassinat, la santé de l'homme politique s'est fortement dégradée. Il souffre également d'une polyneuropathie, une maladie chronique grave qui, en théorie, devrait l'exempter de purger sa peine dans une colonie pénitentiaire. Le 10 juillet, après de nombreux refus, il a finalement été admis à l'hôpital 11 du système pénitentiaire fédéral d'Omsk pour y être examiné.

## Paul Whelan

Paul Whelan, ancien marine américain devenu plus tard responsable de la sécurité de l'entreprise de pièces détachées automobiles BorgWarner, a été arrêté à Moscou en 2018 alors qu'il se rendait en Russie pour le mariage de son ancien collègue. En juin 2020, il a été reconnu coupable d'espionnage contre la Russie et condamné à 16 ans de détention dans une colonie pénitentiaire à régime strict. Il a plaidé non coupable.



Le 28 décembre 2018, Paul Whelan a été arrêté par des agents du FSB dans sa chambre d'hôtel alors qu'il recevait une clé USB d'un membre des services de sécurité russes. Selon l'enquête, la clé USB contenait des informations sur les employés d'une des divisions du service de sécurité économique du FSB. Whelan a affirmé qu'il s'attendait à recevoir une clé USB avec des photos d'églises de Serguiev Possad de la part d'une connaissance de longue date qu'il savait être un officier russe.

Whelan a attribué sa poursuite pénale à une dette d'environ 100 000 roubles, que son ancienne connaissance, un agent du FSB, aurait refusé de rembourser. Cette connaissance était peut-être un major du département « K » du FSB portant le nom de famille Yatsenko. L'agent aurait remis à Whelan la clé USB contenant les données, ainsi qu'une bouteille de whisky, le 28 décembre 2018.

Les avocats de Whelan ont déclaré qu'après sa détention, ils avaient été informés qu'il pourrait être échangé contre le trafiquant d'armes Viktor Bout, qui purgeait une peine dans une prison américaine de 2012 à 2022 pour trafic d'armes et financement du terrorisme. Cependant, l'échange de prisonniers, qui s'est déroulé sans Whelan, a finalement abouti à l'[échange](#) de Viktor Bout contre la star du basket-ball de la WNBA Brittney Griner, condamnée en Russie pour trafic de drogue après qu'une cartouche de vape contenant du THC a été trouvée dans ses bagages.

*The Insider* [a interviewé](#) Whelan en juillet 2021.

## Ilya Yashin

Le 9 décembre 2022, le tribunal du district de Meshchansky de Moscou a condamné l'opposant politique Yashin à 8,5 ans de prison dans une colonie pénitentiaire à « régime général » pour avoir diffusé de « fausses informations » sur l'armée russe, soit la peine la plus sévère pour ce chef d'accusation à l'époque.



L'affaire a été lancée à la suite d'une vidéo sur YouTube de Yashin, qui évoquait les actions de l'armée russe à Bucha. Il avait déjà été condamné à une amende de 30 000 roubles pour avoir « discrédité l'armée russe » en publiant une photo de protestation de 1969 contre la guerre du Vietnam avec la légende suivante : « Bombarder pour la paix, c'est comme baiser pour la virginité. 50 ans ont passé, et les slogans sont toujours d'actualité. » Au total, Yashin a été accusé de quatre chefs d'accusation pour avoir prétendument « discrédité » l'armée russe.

## Alsou Kurmasheva

Kurmasheva, une citoyenne américano-russe de 47 ans, travaillait comme journaliste pour *Idel.Realii*, le journal régional d'information de *Radio Free Europe / Radio Liberty* (RFE/RL) Tatar-Bashkir Service. Elle vivait à Prague, en Tchéquie.

En mai 2023, Kurmasheva s'est rendue en Russie pour des raisons familiales. Le 2 juin, alors qu'elle tentait de rentrer en Tchéquie, elle a été arrêtée à l'aéroport de Kazan. Ses passeports russe et américain ont été confisqués, et elle a ensuite été condamnée à une amende pour ne pas avoir informé les autorités russes de sa double nationalité.



Le 18 octobre, alors qu'elle se trouvait encore au Tatarstan en attente de la restitution de ses papiers, Kurmasheva a été de nouveau arrêtée pour avoir prétendument « omis de soumettre les documents nécessaires à son inscription au registre des « agents étrangers ». Kurmasheva n'était pas inscrite au registre des « agents étrangers » à l'époque. Selon son avocat, Edgar Matevosyan, les autorités russes pensaient qu'en tant qu'« agent étranger » potentiel, elle aurait dû s'enregistrer elle-même.

En décembre, une deuxième affaire a été ouverte contre Kurmasheva pour diffusion de « fausses informations » sur l'armée russe. L'accusation était liée à son travail éditorial sur le livre « Non à la guerre. 40 histoires de Russes opposés à l'invasion de l'Ukraine ». Kurmasheva était en détention provisoire depuis octobre 2023.

Le 19 juillet, la Cour suprême du Tatarstan [a condamné](#) Kurmasheva à 6 ans et 6 mois de prison après l'avoir reconnue coupable du chef d'accusation de « fausses informations ». L'affaire Kurmasheva, comme celle de son collègue journaliste Evan Gershkovich, a été entendue à huis clos. Son avocat a déclaré qu'il s'agissait du verdict final, aucun autre procès n'étant prévu.

### **Oleg Orlov**

En mars 2023, une procédure pénale a été ouverte contre Oleg Orlov, militant des droits de l'homme de 71 ans et président de Memorial, à la suite de perquisitions dans les locaux de Memorial dans le cadre d'une autre enquête sur la « réhabilitation du nazisme ». Au cours de l'enquête, du matériel et des documents d'archives ont été saisis dans l'organisation.

Orlov a été accusé d'avoir discrédité l'armée russe dans un article intitulé « Ils voulaient le fascisme, ils l'ont eu », dans lequel il décrivait les actions militaires de la Russie en Ukraine comme « le coup le plus dur porté à l'avenir du pays ». L'article a d'abord été publié dans la publication française *Mediapart* et a ensuite été partagé par Orlov sur sa page Facebook.



Le 11 octobre 2023, le tribunal du district Golovinsky de Moscou a condamné Orlov à une amende de 150 000 roubles. Le parquet a fait appel du verdict, demandant une augmentation de la peine à trois ans de prison. Le 27 février 2024, le tribunal a reconnu Orlov coupable et l'[a condamné](#) à deux ans et demi de prison. Lors de son admission au SIZO-5 « Vodnik », Orlov s'est vu proposer un accord pour être envoyé au front en Ukraine. Lorsqu'il a mentionné son âge, le personnel du centre de détention a répondu que cela ne les concernait pas.

En 1988, Oleg Orlov a rejoint le groupe d'initiative « Memorial », qui militait pour la réhabilitation des victimes des répressions politiques en URSS. Il était l'un des confidents du militant des droits de l'homme Sergueï Kovalev lors des élections au Soviet suprême de la RSFSR, a travaillé au sein du personnel du Soviet suprême et a contribué à l'élaboration de lois visant à humaniser le système pénitentiaire russe et à réhabiliter les victimes des répressions politiques. Il est également devenu président de Memorial.

À partir de 1994, Orlov a travaillé en Tchétchénie, où il a rencontré les chefs séparatistes tchétchènes Djokhar Doudaïev et Aslan Maskhadov, pris part aux négociations d'échange de prisonniers et inspecté les hôpitaux et les camps de prisonniers de guerre. En 1995, il a négocié avec les terroristes dirigés par Chamil Bassaïev lors de l'attaque de Boudionnovsk, devenant finalement otage volontaire pour garantir les accords conclus en échange de la libération de la plupart des otages.

En 2007, à la veille d'un rassemblement de l'opposition dans la ville de Nazran, Orlov et un groupe de journalistes de la chaîne de télévision *REN TV* ont été enlevés par des hommes armés et masqués, emmenés dans un champ à l'extérieur de la ville et violemment battus. En 2017, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé les autorités russes responsables de l'enlèvement d'Orlov.

En juin 2021, avant l'affaire pénale, Orlov s'est plaint auprès de la CEDH des menaces proférées par le chef de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, qui avait appelé à plusieurs reprises au meurtre, à l'emprisonnement et à l'intimidation du militant pour avoir insulté son honneur en ligne.

« Ceux qui violent l'harmonie entre les peuples, se livrent aux commérages, à la discorde, si nous ne les arrêtons pas en les tuant, en les emprisonnant et en les effrayant, rien ne fonctionnera », a déclaré Kadyrov. Selon lui, il est impossible de « laisser impuni un homme qui insulte l'honneur, même si le monde entier brûle de flammes bleues, les lois de tous les pays seront violées ».

### **Alexandra Skochilenko**

Alexandra (« Sacha ») Skochilenko [a été arrêtée](#) le 11 avril 2022. Son domicile a été perquisitionné avant son arrestation. Selon l'enquête, le 31 mars, l'artiste a diffusé de « fausses » informations sur l'armée russe dans la chaîne de supermarchés « Perekrestok » : Skochilenko avait remplacé les étiquettes de prix des produits par des messages sur les civils tués lors du bombardement du Théâtre dramatique de Marioupol.

L'enquêteur a jugé que les informations diffusées étaient « fausses », tandis que l'acte lui-même avait été « commis sur la base de la haine politique ». Le Comité d'enquête russe a affirmé que Skochilenko « était au courant de la situation réelle sur le théâtre des opérations militaires ».



Le 16 novembre 2023, le tribunal du district Vasileostrovsky de Saint-Pétersbourg a condamné Alexandra Skochilenko à sept ans de prison. Peu après le verdict, le juge chargé de son affaire a été promu au poste de vice-président du tribunal du district de Kalininsky.

Skochilenko souffre de graves problèmes de santé, notamment d'une malformation cardiaque congénitale, d'une intolérance au gluten et d'un trouble bipolaire. Dans sa déclaration finale, elle a décrit des douleurs d'estomac quotidiennes et d'importants problèmes cardiaques. Elle a demandé aux juges de prendre en compte les préjudices liés au maintien en détention provisoire et a demandé à être assignée à résidence. Cependant, son appel a été rejeté.

### **Andreï Pivovarov**

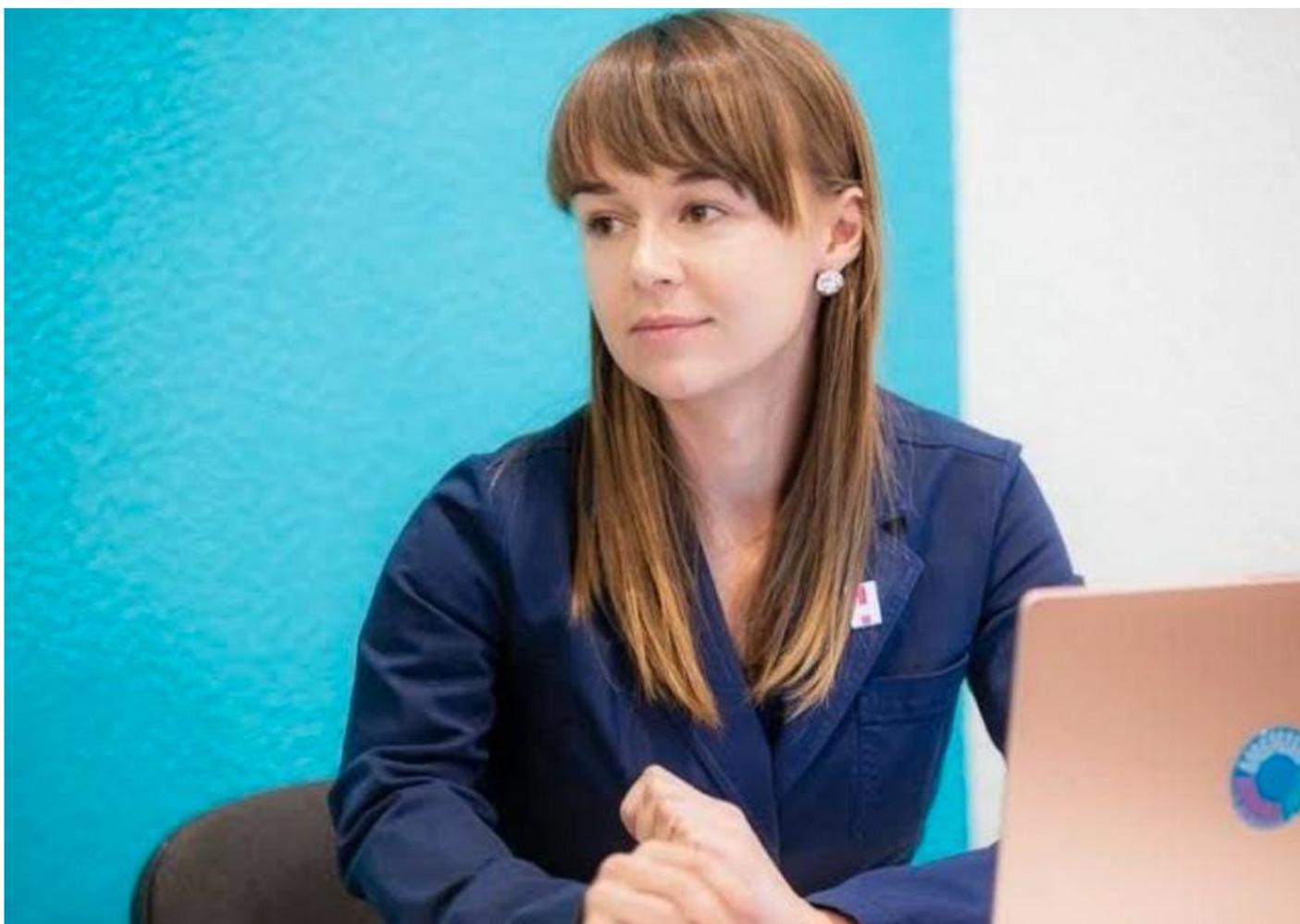
Le 31 mai 2021, Andreï Pivovarov, ancien directeur d'Open Russia, a été expulsé d'un vol entre Saint-Pétersbourg et Varsovie et placé en détention à l'aéroport Pulkovo de Saint-Pétersbourg après avoir passé le contrôle des passeports. Il a été accusé d'implication dans les activités d'une « organisation indésirable ». Les accusations étaient basées sur une publication Facebook du 12 août 2020 de Pivovarov à Krasnodar, qui faisait la promotion des « Démocrates unis » et incluait des appels à la collecte de fonds.



Trente publications sur Facebook et une republication ont ensuite été ajoutées aux accusations. Ces publications concernaient les manifestations à Khabarovsk, l'opposition aux amendements constitutionnels russes et le soutien aux personnes détenues lors de rassemblements de protestation. En juillet 2022, Pivovarov a été condamné à quatre ans de détention dans une colonie pénitentiaire et à l'interdiction de participer à des activités sociales et politiques, y compris d'utiliser Internet, pendant huit ans. En mai 2023, il a été transféré dans un régime strict dans une colonie carélienne et placé à plusieurs reprises en isolement.

### **Ksenia Fadeeva**

Ksenia Fadeeva, ancienne directrice du QG de Navalny à Tomsk, a été condamnée en décembre 2023 à neuf ans de détention dans une colonie pénitentiaire. Elle a été reconnue coupable d'avoir « organisé les activités d'une communauté extrémiste en profitant de sa position officielle » et d'avoir « participé à une organisation à but non lucratif portant atteinte à la personnalité et aux droits des citoyens ». En outre, Fadeeva a été condamnée à une amende de 500 000 roubles.



L'association Memorial Human Rights Society considère Fadeeva comme une prisonnière politique, attribuant sa persécution et son incarcération à son travail avec le siège de Navalny. Depuis 2020, Fadeeva était membre de la Douma de la ville de Tomsk, mais a été déchuée de ses fonctions en juin de cette année après l'entrée en vigueur du verdict.

### **Lilia Chansheva**

Chansheva est l'ancienne responsable du siège d'Alexeï Navalny à Oufa, au Bachkortostan. Elle a été arrêtée à Oufa en novembre 2021, devenant la première accusée dans l'affaire de création d'une « communauté extrémiste » après que la Fondation anticorruption (ACF) et le siège de Navalny ont été reconnus comme tels, bien qu'ils aient été immédiatement dissous après leur désignation. En fait, les accusations « extrémistes » de Chansheva ont été portées rétroactivement pour des activités à une époque où les organisations n'avaient pas encore été reconnues comme extrémistes.



En juin 2023, elle a été reconnue coupable de création d'une « communauté extrémiste », d'« incitation à l'extrémisme » et de « création d'une organisation qui viole les droits des citoyens ». Cependant, elle n'a été condamnée que sur la base de l'article sur l'organisation d'une « communauté extrémiste » – les deux autres chefs d'accusation ont été abandonnés en raison de l'expiration du délai de prescription. Dans son dernier mot, Chanysheva [a déclaré](#) qu'elle était jugée pour ses activités politiques légales. Le procureur de l'État a requis une peine de 12 ans de prison pour l'activiste.

Le 4 juin 2023, Chanysheva a été [condamnée](#) à 7,5 ans de détention dans une colonie pénitentiaire. En avril 2024, la Cour suprême du Bachkortostan [a porté](#) la peine à 9,5 ans à l'issue d'un nouveau procès.

### **Vadim Ostanine**

Vadim Ostanin est l'ancien directeur du QG d'Alexeï Navalny à Barnaoul. Dans le cadre de ses fonctions, il a dénoncé la corruption des fonctionnaires locaux et aidé les habitants locaux à influencer leur travail.



Ostanin a été arrêté en décembre 2021 après avoir été accusé de « participation à une communauté extrémiste » et à une « organisation à but non lucratif portant atteinte à la vie privée et aux droits des citoyens ». Selon la version du Comité d'enquête russe, l'activiste a continué à travailler dans les organisations de Navalny après qu'elles ont été reconnues comme « extrémistes ». En mars 2023, Ostanin, déjà en détention provisoire, a déclaré que sa santé s'était détériorée pendant son incarcération. Il a également déclaré avoir subi des pressions de la part des autorités, affirmant qu'on lui avait « promis un mauvais traitement » s'il n'« avouait pas tout ».

Ostanin a été [condamné](#) en juillet dernier à 9 ans de détention dans une colonie pénitentiaire à régime général.

### **Rico Krieger**

Rico Krieger, ancien médecin de la Croix-Rouge allemande, a été arrêté en Biélorussie en octobre 2023. Il était confronté à six chefs d'accusation : actions illégales avec des armes à feu, mise hors d'usage des voies de transport ou de communication, création ou participation à une formation extrémiste, activité d'agent, activité de mercenaire et acte de terrorisme.



Krieger aurait pénétré en Biélorussie en octobre 2023 sous couvert de touriste, mais il était en réalité en mission pour les services de sécurité ukrainiens. Il aurait récupéré un engin explosif improvisé dans une cache et l'aurait placé sur des voies ferrées le 5 octobre. L'explosion a causé des dégâts estimés à 516 dollars, mais personne n'a été blessé. Krieger a été condamné à mort

Alexandre Loukachenko [a gracié](#) Krieger le 30 juillet 2024.

### **Hermann Moyzhes**

Le 28 mai, Herman Moyzhes, citoyen germano-russe, avocat et militant cycliste, a été arrêté et accusé de trahison.

Au début, ils ont essayé d'arrêter Hermann Moyzhes sur le quai du canal Kroukov à Saint-Pétersbourg, mais il était à vélo et a profité des manœuvres des forces de l'ordre pour le comportement inapproprié des conducteurs, alors il a simplement esquivé et est parti. Il a été arrêté près d'une maison sur le quai Fontanka. Moyzhes avait déjà été emmené au centre de détention de Moscou, à la demande des services de sécurité, le tribunal l'a arrêté pour deux mois. L'affaire a été traitée par le bureau central du FSB. La maison où vit la mère de sa fille a été perquisitionnée. Le mandat de perquisition précisait l'article 275 — trahison.



### **Kévin Lik**

Lik, 19 ans, est devenu le premier lycéen russe à être condamné pour haute trahison. Il a été condamné en décembre 2023 à quatre ans de détention dans une colonie pénitentiaire de sécurité générale.



Selon la décision du tribunal, il a photographié les sites de déploiement d'une unité militaire à Maïkop, une ville du sud de la Russie, et a envoyé les images par courrier électronique à un « représentant d'un État étranger ». Lik possède un passeport russe et un passeport allemand, et à l'été 2022, sa mère a décidé de rentrer en Allemagne avec son fils.

### **Demuri (Dieter) Voronine**

Le politologue de 45 ans, citoyen russe et allemand, était accusé dans l'affaire du journaliste Ivan Safronov.

Safronov, ancien journaliste de défense pour les journaux *Kommersant* et *Vedomosti*, a été jugé sur la base de preuves secrètes et a été reconnu coupable de haute trahison en 2022 et condamné à 22 ans de prison.

Voronin était affilié à l'Association allemande d'études de l'Europe de l'Est (DGO) et à l'Association russe des relations publiques (« Российская ассоциация по связям с общественностью », ou « РАСО »). De 2015 à 2019, il a dirigé le cabinet russe Resost, spécialisé dans le conseil politique.



En février 2021, Voronin a été arrêté lors d'une visite en Russie et accusé d'avoir reçu des informations de Safronov, qu'il aurait vendues à des agences de renseignement étrangères. L'acte d'accusation affirme que Safronov et Voronin ont transmis des informations classifiées sur les activités des forces armées russes en Syrie aux services de renseignement allemands et à l'Université de Zurich en Suisse.

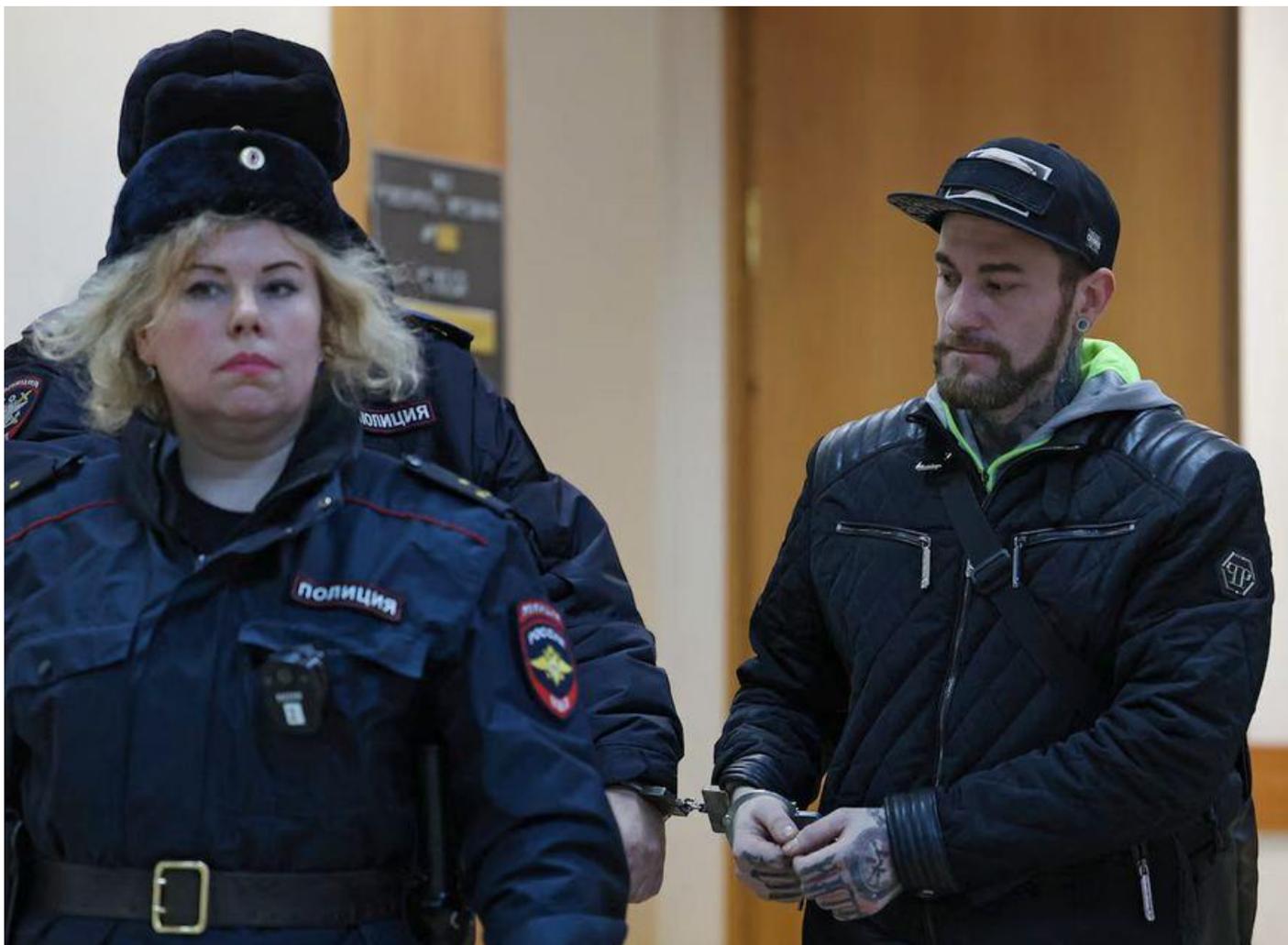
En mars 2023, le tribunal municipal de Moscou a reconnu Voronine coupable de trahison d'État et l'a condamné à 13 ans et 3 mois dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité.

### **Patrick Schobel**

Le ressortissant allemand Patrick Schobel, 38 ans, a été [arrêté](#) le 14 février 2024 à son arrivée à l'aéroport Pulkovo de Saint-Pétersbourg en provenance d'Istanbul. Lors d'une inspection de ses bagages, les autorités ont découvert un paquet de « Fink Green Goldbears » dont l'emballage comportait une image de feuille de marijuana.

Schobel a été poursuivi pour trafic de drogue, un délit passible d'une peine maximale de sept ans de prison en Russie. Lors d'une audience au tribunal de Saint-Pétersbourg, Schobel a demandé que sa détention soit remplacée par une assignation à résidence et a proposé de rendre son passeport, mais le juge a rejeté ces demandes.

Lors du procès, Schobel [a déclaré](#) que les bonbons étaient vendus légalement dans son pays d'origine, ajoutant qu'il ne savait pas que ces drogues étaient interdites en Russie et qu'il avait acheté les oursins il y a un an pour les consommer avant de longs vols. Schobel attendait la conclusion du procès au moment de son échange.



[Nous avons vraiment besoin de votre aide ! A](#)